



EFFACER LE
FORMULAIRE

ATTESTATION DE MISSION AFFAIRES PÉNALES



MINISTÈRE
DE LA
JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Les coefficients indiqués sont valables pour toutes les procédures pour lesquelles des décisions d'admission à l'aide juridictionnelle ont été prononcées à compter du 1er janvier 2021. Par exception, à compter du 1er juillet 2021 et pour les procédures listées par l'article 19-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, c'est la date d'accomplissement de la mission qui est prise en compte pour déterminer le mécanisme de rétribution applicable à la procédure.

Imprimé à utiliser à compter du 30 septembre 2021 / Mise à jour au 1er janvier 2024

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée

Décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non juridictionnelles

N° d'A.F.M. : 41018

2024

Délivrée à

Maître :

Avocat de

Mme / M. :

Inscrit au Barreau de :

Dans

l'affaire :

Parquet :

Décision

BAJ du :

Aide juridictionnelle : ☐ TOTALE ☐ PARTIELLE

N°

B.A.J.:

Au moment de la
commission des faits la
personne assistée est :

☐ Mineure (m)

☐ Majeure (M)

N°	I. Nature de la mission – Affaires pénales ¹	Si la mission relève du champ d'application de l'article 19-1, public concerné 1	Coef.
Procédures devant la cour d'assises et procédures devant la chambre spéciale des mineurs ou le tribunal pour enfants statuant au criminel			
1	Assistance d'un mis en examen dans le cadre d'une instruction criminelle (f)	m	50
2	Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, la cour criminelle départementale, le tribunal pour enfants statuant au criminel ou la chambre spéciale des mineurs statuant au criminel (a) (g)	m/M	50
2-5	Assistance d'une personne dans le cadre de la première comparution devant le juge d'instruction pour une procédure devant la cour d'assises (d) (h)	m/M	4
16	Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle ² (f)	m	20